

Le Tchad reste  
et restera au  
même stade  
lorsque tout se  
résume à la  
panse

## Le marchandage dans les Ecoles Normales



Dans la cours de l'ENI, les candidats au concours d'instituteurs bachelier

### Enseignants sans base

Les Ecoles Normales d'Instituteurs ne sont pas véritablement en route pour l'éducation pour tous. Les instituteurs hauts placés sont en train de créer des problèmes sérieux, difficiles à résoudre dans les années qui viennent. Il n'y a aucun doute que la majorité des enseignants qui sortent des écoles normales d'instituteurs ces dernières années n'ont pas les bases nécessaires pour donner un enseignement de qualité aux enfants. Ils n'ont pas le niveau requis pour être à la hauteur de cette noble carrière. Un enseignant doit être un bon communicateur, or dans la vague de ces enseignants, certains ne savent même pas s'exprimer en français. En quelle langue prépareront-ils et dispenseront-ils leurs cours aux élèves ? Il y a un besoin urgent de revoir la manière de recruter les candidats si nous voulons sauver notre éducation.

De toute évidence, il règne un réel malaise dans le recrutement des candidats dans les Ecoles Normales des Instituteurs. Ce malaise a diverses facettes. La plus importante est le marchandage que certains responsables de ces écoles, et les enseignants à différents niveaux, font autour de ce recrutement. Le mérite ne compte plus ces dernières années. L'admission à ce concours d'instituteurs, dépend de la capacité financière que l'on possède. Et le montant de l'argent à déboursé varie selon le degré de relations entre candidat et enseignant. Selon certains témoignages, il faut au minimum une bagatelle de 100.000F Cfa pour espérer avoir son nom sur la liste des admis. Une campagne d'écoute menée auprès des enseignants sortis des Ecoles Normales ces trois dernières années et des candidats qui viennent de composer, confirme que le phénomène a pris une proportion inquiétante qui ne manquera pas d'avoir de graves conséquences sur l'avenir de notre système éducatif.

## EDITORIAL

### Sérieux problème

« Enseignants de qualité pour une éducation de qualité » ce thème de la célébration de la journée mondiale des enseignants, ancienne édition, ne sied pas avec la pratique actuelle dans les écoles de formation des enseignants. Malgré l'appui des partenaires à l'éducation (banque mondiale, Unicef, Parset etc.), il y aura, dans quelques années, une détérioration générale et une dégradation globale du système éducatif. Cela à cause de la formation d'un corps enseignant ni qualifié, ni engagé, et qui sera incompétent à diriger les classes. Le Tchad a certes besoin quantitativement d'enseignants pour atteindre l'un des objectifs du millénaire pour le développement, celui de l'éducation pour tous et la parité filles et garçons à l'école, mais aussi de la qualité. Ce qui se passe dans les écoles normales d'instituteurs est très grave et doit émouvoir, un tant soit peu, tous ceux qui se soucient du devenir des écoles primaires et de l'enseignement d'une manière générale au Tchad. Si le ministère de l'éducation nationale, à travers la direction de la formation des enseignants, veut mettre en place un système d'enseignement rationnel et transparent pouvant répondre aux défis de la baisse de niveau intellectuel, il doit prendre des mesures ne laissant aucun responsable ou simple enseignant aller au marchandage des places dans les écoles normales ou l'acceptation des pots-de-vin pour aider un candidat quel qu'il soit et d'où qu'il vienne. D'ailleurs, nous souhaitons l'organisation exclusive des états généraux des écoles normales d'instituteurs du Tchad.

**La rédaction**

### Campagne d'écoute relative au concours d'instituteurs

*Les 17 et 18 juillet 2006, des milliers de candidats ont composé pour le concours d'entrée dans les écoles normales d'instituteurs du Tchad. Ceux qui sont en formation passeront l'examen de sortie d'ici les 1,2,3 Août prochain. Lisez ce qu'ils disent.*

Par Mastogue Olivier

« C'est la quatrième fois que je prépare ce concours. Je ne voulais pas le passer cette année mais ce sont mes parents qui m'ont obligé à le faire. Car, je crois fermement que, sans donner de l'argent ou faire une promesse de bourse, je vais échouer » confie un candidat. « L'année dernière, j'ai donné 100.000F Cfa sans être admis à ce concours. Ce qui se passe au sujet de ce concours est difficile à expliquer. Parfois, c'est à une véritable escroquerie à laquelle se livrent

nos aînés enseignants » déclare un autre candidat. « J'ai fait une promesse de donner 75.000F Cfa sur mes bourses avant de venir composer » dit M. Kosnaye apparemment incertain de réussir à ce concours. Pour ce dernier, beaucoup de ses camarades donneront comptant des centaines de mille et donc, les voix de ceux qui font des promesses ne seront pas entendues. Beaucoup de ceux qui sont maintenant en formation ont honoré leurs promesses avec les six mois de bourse obtenue en juin dernier. Les témoignages des candidats ayant majoritairement requis l'anonymat se recourent. Tous reconnaissent qu'il y a de la mafia au concours des instituteurs bacheliers.



## « Puisque le groupe ne marche pas, nous avons décidé de le quitter »

*Ayant démissionné avec deux de ses collègues députés du groupe parlementaire "Fédération", en février 2006, Ali Golor donne, à cœur ouvert, les raisons de leur démission.*

**A** la fin du mois, il prend les 1.200.000F Cfa et les met dans ce compte. En plus de ça, il demande à chaque député FAR de verser dans la caisse du parti 50.000 ou 100.000F Cfa à la fin de chaque mois. Nobo qui donnait cette cotisation au début a fini par dire non parce qu'il considère que ses 100.000F Cfa sur le financement du groupe, sont déjà versés dans la caisse. C'est aussi cela l'origine de la guerre de Yoro avec Nobo.

Les autres groupes parlementaires se réunissent pour organiser des activités, des conférences débats mais nous, rien. Alors, où est le fonctionnement pour lequel on finance ? Notre groupe ne fonctionne donc pas ; objectivement on doit remettre à chacun ses 100.000F Cfa.

Un jour, le trésorier m'a appelé pour me dire qu'il y a notre indemnité de fonctionnement d'un mois et que si nous ne la prenons pas ce jour (un week-end), cela va traîner parce qu'il voyage. Sur ce, le trésorier m'a demandé de la prendre et de la remettre à qui de droit. Puisque, nous étions deux avec Nderbé, nous nous sommes dit qu'il fallait prendre cet argent. Et lorsque les autres députés ont appris cela, chacun a couru chez moi à la maison pour réclamer ses 100.000F Cfa. Yoro ayant appris à son tour que nous avons pris ce fonds pour nous partager, est parti voir le président de l'AN pour dire que nous avons détourné l'argent de fonctionnement du groupe et que lui Yoro va porter plainte contre nous. Le président de l'AN nous a appelé, Nderbé et moi, et nous lui avons donné les explications et raisons qui nous ont amené à faire ça. Suite à une longue lettre écrite par Yorongar et déposée auprès du président de l'AN, ce dernier nous a encore convoqués.

### Que dit la longue lettre ?

Dans cette lettre, Yorongar a dit que Nobo n'a pas payé sa cotisation depuis belle lurette et de ce fait il doit à FAR plus de 3 millions de nos francs.

Puis, il a rassemblé quelques députés FAR et leur a dit que Nobo est un élément dangereux qui cherche à aller en Chine pour le dénigrer. C'est ce comportement qui a poussé Nobo à dire que « trop c'est trop », il ne peut pas rester dans ce groupe.

Et puisque le groupe ne marche pas, nous avons décidé de le quitter. Nous étions quatre à déposer nos démissions. Le président de l'AN a trouvé que la situation est grave et nous a donné un délai de 11 jours pour discuter et trouver une solution positive pour sauver le groupe.

Car sa dissolution n'est pas une bonne chose pour les fédéralistes et aussi pour l'AN qui sera composée alors de trois groupes parlementaires au lieu de quatre.

Pendant ce délai, nous ne nous sommes pas réunis avec Yorongar pour discuter.

Ainsi, au cours d'une plénière, le président de l'AN, M. Guelengdouksia Waïdou nous a demandé si nous confirmons



Nderbé, Nobo et moi avons confirmé notre décision. Mais le quatrième est revenu sur sa décision.

Le président de l'AN a aussi demandé à Yorongar ce qu'il pense de la situation. Ce dernier a dit qu'il prend acte de la démission de Nderbé et la mienne mais accueille avec réserve celle de Nobo. C'est ainsi que le président de l'AN a prononcé officiellement la liquidation du groupe parlementaire Fédération en demandant au secrétaire général de l'AN de prendre toutes les dispositions afin de reprendre tout ce qui est mis à la disposition de ce groupe. Selon les textes, il faut 10 députés pour constituer un groupe parlementaire. Or, notre démission a réduit le

## « J'ai démissionné à cause des suspicions et des méfiances »

*En vacances parlementaires à Sarh, le député Nobo Djibo a organisé une conférence de presse à son domicile le 11 juillet 2006. Conférence au cours de laquelle, l'élu du peuple a donné les raisons de sa démission du groupe parlementaire Fédération.*

ou infirmons notre décision.

**J**'ai été élu député par rapport à un programme bien défini pour porter haut ce que la population du Moyen Chari dit tout bas. Nous avons constitué un groupe homogène dénommé Groupe parlementaire fédération qui n'a pas fonctionné. A partir de 2004, il n'y a plus de rencontres. Il n'y a que des suspicions et des méfiances entre les députés membres de ce groupe. C'est ainsi que j'ai démissionné pour prendre ma liberté en vue de mieux travailler parce qu'il ne sert à rien d'être à l'hémicycle comme figurant, ou bien d'œuvrer pour plaire à un individu. Je prends un exemple parmi tant d'autres précédentes vacances parlementaires à Sarh, j'ai peaufiné un dossier sur la Cotex afin de le présenter à l'Assemblée Nationale et faire des propositions de solutions pouvant permettre sa réouverture. Hélas ! On m'a empêché de présenter ce dossier.

**Certaines langues disent que vous avez démissionné pour aller dans le MPS.**

**Que répondez-vous ?**

C'est toujours de la suspicion. Ce sont ceux qui ont de la haine pour moi qui disent ça. Le MPS a 103 députés sur les



nombre des députés du groupe à 9.

D'ailleurs, ce sont les députés MPS qui ont voulu me persuader de ne pas démissionner lorsque je manifestais.

**Est-ce que le problème n'est pas lié à l'argent ?**

Je ne voudrais pas parler de fonds ici. Mais, le problème fondamental c'est la mésentente entre les députés du groupe.

**Et pourtant Yorongar a écrit une lettre au président de l'AN lui signifiant que vous devez environ trois millions de francs Cfa au FAR parce que vous avez refusé de payer votre contribution depuis belle lurette ?**

Depuis que le FAR existe, nous n'avons pas reçu à Sarh un seul financement de la part du bureau national. Nous nous sommes débrouillés nous-mêmes pour payer nos cautions et aller aux élections législatives. Dès lors, j'ai pensé qu'il faut épargner de l'argent pour asseoir le parti au Moyen Chari. J'avais commencé à le faire mais on m'a sommé à N'Djaména qu'il ne faut pas donner un verre de thé à quelqu'un. Donc, j'ai arrêté. Alors, j'ai toujours dit que je ne contribuerais pas tant que je n'arrive pas à finir mes programmes. Et ceci ne doit

## Brèves

### Aslyko, équipe vainqueur de la coupe de Koumra

La formation de l'Association sportive du lycée de Koumra(Aslyko) est sortie vainqueur de la coupe de la ligue de football de Koumra, jouée le 09 juillet dernier, en battant Real FC par 5-4 aux tirs au but. La valeur du trophée est de 100.000F Cfa. Le meilleur butteur de ce championnat est Djidebeye Mondet, le capitaine de Aslyko. La Croix Rouge du Centre hospitalier baptiste, championne de la ligue et Aslyko, l'équipe vainqueur de la coupe, représenteront Koumra à la compétition régionale 1<sup>ère</sup> édition qui aura lieu dans la même ville dans les prochains jours. Cette compétition regroupera les équipes du département de Barh Sara, du Mandoul occidental et oriental. Au total huit (8) équipes seront aux prises. Il s'agit de : Real FC, Croix rouge, Aslyko, Cstk, Soleil du Mandoul, As Alléluia, As Matabono et Kangoro de Hawilo Drogba. La finale du 9 juillet était jouée en présence du préfet de Mandoul oriental M. Al Kalil Moussa Al kalil ayant à ses côtés plusieurs autorités de la région.

**Nadji Ndoumanbé Kaldor**

### Résultats du baccalauréat 2006

Les résultats de la 1<sup>ère</sup> série d'épreuves écrites du baccalauréat de l'enseignement du second degré sont publiés depuis le 16 juillet dernier. Sur 35679 candidats ayant effectivement composé, 4412(soit 12,4%) sont déclarés admis d'office et 10363(soit 29%) admis à passer la 2<sup>ème</sup> série d'épreuves écrites.

### Un festival se prépare

Un festival artistique se prépare à sarh. Dieu Beni, le jeune artiste du groupe musical Beram musica est l'initiateur. Ce sera une occasion pour les artistes de toute catégorie de se défouler.

### Relance des activités à l'ENT

Les activités de l'Ecole Nationale des Télécommunications (ENT) ont été officiellement relancées le mardi 18 juillet 2006 par le gouverneur du Moyen Chari le général de brigade Weiding Assi Assoué en présence de Charles Ndjékourboua, inspecteur des postes et des nouvelles technologies de la communication représentant le ministre de tutelle ainsi que du directeur de l'ENT, M. Oumar Macki Saleh et de nombreux invités. La cérémonie s'est déroulée au sein de ladite école située à la sortie sud de la ville de Sarh. Pour le directeur de l'ENT, cette relance des activités ne peut être effective que par la formation des formateurs, le rééquipement en matériels techniques et didactiques, la réfection générale des bâtiments et l'adoption des statuts aux nouvelles données. Selon le représentant du ministre des postes et des nouvelles technologies de la communication, le but recherché par le gouvernement en relançant les activités de cette école, c'est de libéraliser le secteur afin de rendre efficaces et rentables les différentes entités nées de la réforme du domaine des télécommunications. Le gouverneur du Moyen Chari, a, pour sa part, déclaré que la formation du personnel doit répondre aux exigences de l'évolution technologique. Fermée depuis 2001, l'ENT accueillait autrefois les étudiants de l'Afrique centrale.

### Les recrues sèment l'insécurité

Les jeunes hommes qui sont en formation militaire à Doyaba, une localité située à environ 5 km à la sortie sud de la ville de Sarh, sèment la panique dans certains quartiers. Vers la fin du mois de mai, un groupe de personnes venant du canton Banda, la nuit, a été agressé par certains éléments de ces jeunes militaires qui s'étaient mis au travers de la route. Le lundi 19 juin dernier, au quartier Kassaï dans le 3<sup>ème</sup> arrondissement, quelques éléments de ces recrues, après avoir mangé les poissons d'une petite commerçante ont refusé de payer parce qu'ils sont des militaires. Leur refus de donner l'argent des poissons a engendré une bagarre entre eux et des civils. Plusieurs blessés ont été enregistrés de part et d'autre. Dans le camp des militaires, deux sont transportés à l'hôpital régional de Sarh.

### Les hippopotames menacent

Le 17 avril dernier, un hippopotame a attaqué un pêcheur au fleuve Chari, aux environs de 4 heures du matin à proximité de Elibogo. DJasngar Louba Gilbert, c'est son nom a été grièvement blessé à la tête, aux deux bras et à la poitrine. La victime faisait ce jour la pêche en compagnie de ses enfants à bord de deux pirogues lorsque l'animal survient et renverse sa pirogue. L'autre pirogue et ses enfants sont sortis sains et saufs. Admis

à la chirurgie de l'Hôpital Régional de Sarh, Djasngar est en voie de rétablissement.



La victime